

Commerce international: loin de la coupe aux lèvres : la libéralisation des échanges internationaux n'a plus le vent en poupe

Autor(en): **Ghelfi, Jean-Pierre**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2014)**

Heft 2047

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1012775>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

de l'immigration, commente un lecteur.

Cette Europe fait souvent figure d'épouvantail aux yeux de nos concitoyens. Quand un lecteur évoque la possibilité d'une adhésion à l'UE qui permettrait à la Suisse de participer aux décisions, il se voit rétorquer que les petits pays n'ont rien à dire. Le Luxembourg, la Belgique, les Pays-Bas, l'Autriche, Malte ou les pays baltes apprécieront!

D'ailleurs, la plupart des décisions sont prises par la Commission, un organe qui ne dispose d'aucune légitimité

démocratique, des «*décisions bureaucratiques*» qu'un lecteur oppose aux «*décisions de démocratie directe*». Quant au Parlement européen, il n'aurait pas davantage de pouvoir que n'en avait à l'époque celui de la République démocratique allemande!

Une telle ignorance du fonctionnement des institutions européennes et de l'équilibre des pouvoirs au sein de l'Union est confondante. Tout comme d'ailleurs la suffisance démocratique qui caractérise nombre de commentaires. Alors même que le débat

démocratique implique une information suffisante et une argumentation fondée sur la raison, sans lesquelles il ne mérite pas cette qualification.

On peut bien sûr se consoler en supposant que ces réactions épidermiques ne reflètent pas l'état réel de l'opinion – certains commentaires tentent d'ailleurs de rectifier le tir. Reste qu'un important travail d'information se révèle nécessaire pour que les débats présents et futurs sur nos relations avec l'Europe parviennent au niveau démocratique dont nous aimons à nous prévaloir.

Commerce international: loin de la coupe aux lèvres

La libéralisation des échanges internationaux n'a plus le vent en poupe

Jean-Pierre Ghelfi - 22 août 2014 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/26183>

WTO? TPP? TTIP? TiSA? Qui pourrait nous tenir rigueur de ne pas trop bien savoir ce que ces sigles signifient? D'autant qu'ils renvoient à des appellations anglaises. Mais en français, ferions-nous mieux: OMC, TTP, PTCI, ACS?

L'Organisation mondiale du commerce (OMC=WTO) a mis plus de dix ans pour terminer ce qu'on a appelé le «*cycle de Doha*». Il s'est achevé à la fin de l'année dernière par l'accord de Bali qui comporte trois volets se rapportant à l'agriculture, à l'aide au développement et à la facilitation des échanges. En juillet dernier, l'[Inde](#) s'est toutefois opposée à l'application d'un des volets, ce qui bloque l'ensemble du processus et remet en cause son fonctionnement multilatéral.

Le [Traité transpacifique](#) (TPP=TTIP) concerne les Etats-Unis et une dizaine de pays asiatiques –

sans la Chine.

Le [Partenariat transatlantique](#) de commerce et d'investissement (PTCI=TTIP) est négocié entre les Etats-Unis et l'Union européenne.

L'[Accord sur le commerce des services](#) (ACS=TiSA) englobe une cinquantaine de pays, dont les Etats-Unis, l'Union européenne, le Canada, l'Australie, la Suisse – mais aucun des grands pays émergents membres des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud).

Lignes rouges

Dans les décennies qui ont suivi la deuxième guerre mondiale, les négociations pour réduire les droits de douane et faciliter les échanges internationaux faisaient l'objet d'un large consensus – sous réserve des questions

agricoles. D'importants traités ont été signés dans le cadre du Gatt (en français: Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Les premiers traités européens sur le charbon et l'acier avaient aussi cet objectif. De même que la création de l'Union européenne (Traité de Rome, 1957) et celle de l'Association européenne de libre-échange (AELE, dont la Suisse est membre).

En théorie, le consensus existe toujours pour favoriser les échanges entre pays et continents, comme en atteste la liste non exhaustive mentionnée plus haut des projets d'accords qui sont actuellement en phase de négociation. Cependant, les progrès effectifs sont si lents et si laborieux qu'on peut se demander s'il existe toujours une volonté réelle de réduire les obstacles financiers et/ou administratifs aux échanges commerciaux.

Il se peut aussi que la période actuelle, qui subit encore les effets de la crise financière de 2008, avec les graves conséquences qu'elle a eues sur l'emploi et les finances publiques, crée un climat défavorable au libre-échange. On parle de lignes rouges à ne pas franchir, qui sont différentes d'un pays à l'autre, telles que la culture, les services publics, la santé publique, les normes sanitaires, les prescriptions sociales, la protection de l'environnement. Autant de thèmes que les accords internationaux ne devraient pas remettre en cause et qui les videraient d'une bonne partie de leur portée!

Pour ne rien arranger, les cycles de rencontres se font dans la plus grande discrétion. Les pays s'engagent à ne pas communiquer sur les résultats intermédiaires des pourparlers. Ce qui n'empêche évidemment pas certaines fuites de se produire, et suscite aussi des interrogations sur des négociations secrètes.

La situation est aussi particulière aux Etats-Unis. Le Parlement américain n'a pas accordé à l'exécutif ce qu'il est convenu d'appeler le «*fast track*», c'est-à-dire la compétence de négocier des accords qui doivent ensuite être approuvés ou rejetés en bloc. Ainsi, pour autant que les négociations aboutissent, le Parlement américain pourra entrer dans le détail des

accords conclus. Ce qu'il ne manquera assurément pas de faire. Avec la conséquence probable de remettre en cause les compromis laborieusement négociés. Ce qui ne dissuade pas les négociateurs américains de vouloir introduire dans les traités en cours de négociation des clauses qui interdiraient tout retour en arrière. Autrement dit, les gouvernements seraient liés par les décisions de leurs prédécesseurs.

La Suisse ne fait évidemment pas partie de la négociation du PTCI (TTIP) qui se joue entre les Etats-Unis et l'Union européenne. Mais cet accord est d'importance puisqu'il englobe potentiellement 45% du commerce mondial. Aux dernières nouvelles, le traité serait ouvert. La Suisse, comme d'autres pays qui seraient intéressés, devrait l'accepter ou le rejeter en bloc.

Avec quelles conséquences sur la croissance de l'économie? Sur mandat du Seco, l'institut du commerce mondial de l'Université de Berne a tenté quelques calculs. Ils sont plutôt rassurants dans le sens que l'impact sur le commerce extérieur devrait rester assez limité même si notre pays ne pouvait pas ratifier ce traité. De toute façon, ces exercices de prévisions sont de la haute voltige. Dans le passé, les réalités n'ont correspondu que d'assez loin aux prévisions.

Il y a encore loin de la coupe aux lèvres. Du côté des négociateurs de l'Union européenne on n'imagine pas que ce traité soit approuvé par le seul Parlement européen. Il devrait l'être aussi par les 28 parlements de l'Union.

Nouveaux rapports de force?

En prenant en compte les quatre accords mentionnés initialement, on ne peut s'empêcher de considérer qu'une nouvelle répartition des rapports de force à l'échelle mondiale est en train de se jouer. L'OMC, qui a pris la succession du Gatt, est fondamentalement une construction des pays développés. Le rejet du traité longuement négocié en son sein par l'un des membres éminents des Brics ne peut pas être le fait du hasard, d'autant que le nouveau président de l'Inde serait plutôt libre-échangiste que protectionniste.

Ces traités finiront-ils par être approuvés? En particulier celui sur le commerce des services, qui aura vocation à être approuvé par le plus grand nombre possible de pays et devenir ainsi une nouvelle référence au plan mondial, surtout si l'OMC restait paralysée. Mais peut-on

vraiment penser que les Brics, qui n'ont pas participé à sa négociation, pourraient finir par s'y rallier? Ou bien faut-il imaginer la cohabitation de différents systèmes parallèles de libre-échange économique? La messe est loin d'être dite.

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée mais encouragée, pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur [domainepublic.ch](#) pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

Initiative Ecopop: un texte inacceptable et mal traduit

<http://www.admin.ch/ch/f/pore/vi/vis406t.html>

<http://www.domainepublic.ch/articles/26166>

<http://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19760323/index.html#a69>

<http://www.admin.ch/opc/fr/federal-gazette/2013/7783.pdf>

<http://www.ecopop.ch/joomla/index.php/fr/>

<http://www.domainepublic.ch/articles/21920>

Attention: initiative surréaliste en français

<http://www.admin.ch/ch/f/pore/vi/vis406t.html>

L'inculture européenne des Suisses

<http://www.tagesanzeiger.ch/schweiz/standard/Beziehungen-zur-EU-sind-keine-Einbahnstrasse/story/14599918>

Commerce international: loin de la coupe aux lèvres

http://www.letemps.ch/Page/Uuid/4992196a-142e-11e4-befc-d0fb0d39023d/LOMC_tente_d%C3%A9sesp%C3%A9r%C3%A9ment_de_lever_le_veto_indien

<https://wikileaksactu.wordpress.com/tag/traite-trans-pacifique/>

http://fr.wikipedia.org/wiki/Partenariat_transatlantique_de_commerce_et_d

http://fr.wikipedia.org/wiki/Accord_sur_le_commerce_des_services